

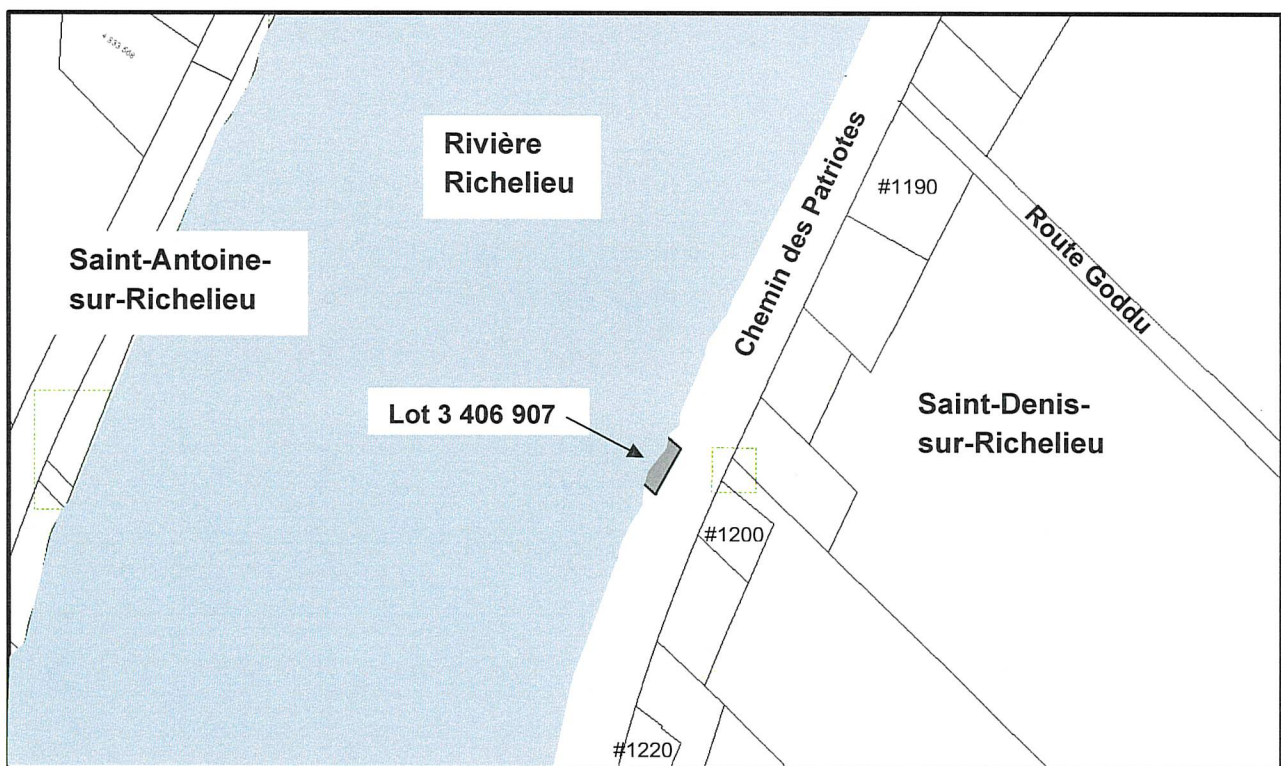


## 2<sup>e</sup> AVIS PUBLIC

### ACQUISITION DE VOIE PUBLIQUE

### CHEMIN DES PATRIOTES

AVIS est, par la présente, donné par le soussigné, André Charron, directeur général et greffier-trésorier par intérim de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, que le Conseil municipal a adopté à sa séance ordinaire du 7 avril 2025 une résolution selon laquelle la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu désire se prévaloir de la procédure prévue à l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales (RLRQ., c. C-47.1)* afin de devenir propriétaire du lot 3 406 907 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Saint-Hyacinthe, étant la section du chemin des Patriotes plus amplement montrée ci-dessous:



À cet égard, le texte de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* est le suivant :

«72. Toute voie ouverte à la circulation publique depuis au moins 10 ans devient propriété de la municipalité locale dès que sont accomplies les formalités prévues au présent alinéa, soit :

1° la municipalité adopte une résolution identifiant la voie concernée, soit par sa désignation cadastrale lorsque son assiette correspond à celle d'un ou de plusieurs lots entiers du cadastre en vigueur, soit, dans le cas contraire, par une description technique préparée par un arpenteur-géomètre;

2° le cas échéant, une copie de la description technique, vidimée par un arpenteur-géomètre, est déposée au bureau de la municipalité;

3° la municipalité fait publier deux fois, dans un journal diffusé sur son territoire, un avis contenant :

- a) Le texte intégral du présent article;
- b) Une description sommaire de la voie concernée;
- c) Une déclaration précisant que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

La deuxième publication doit être faite après le soixantième et au plus tard le 90<sup>e</sup> jour qui suit la première.



*Lorsqu'une immatriculation est requise par la loi, la municipalité soumet, au ministre responsable du cadastre, un plan cadastral montrant la voie devenue sa propriété par l'effet du présent article, ainsi que la partie résiduelle. Elle doit, en outre, notifier ce dépôt à toute personne qui a fait inscrire son adresse sur le registre foncier, mais le consentement des créanciers et du bénéficiaire d'une déclaration de résidence familiale n'est pas requis pour l'obtention de la nouvelle numérotation cadastrale.*

*La municipalité publie au registre foncier une déclaration faisant référence au présent article, comportant la désignation cadastrale du terrain visé et indiquant que les formalités prévues aux trois premiers alinéas ont été accomplies.*

*Tout droit relatif à la propriété du fonds de la voie visée auquel un tiers pourrait prétendre est prescrit si le recours approprié n'est pas exercé devant le tribunal compétent dans les trois ans qui suivent la dernière publication prévue au paragraphe 3<sup>o</sup> du premier alinéa.*

*La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard d'une voie sur laquelle elle a prélevé une taxe au cours des 10 années précédentes. »*

**AVIS** est également donné que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 72 de la Loi sur les compétences municipales ont été accomplies et qu'aucune taxe n'a été prélevée par la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu sur ce lot au cours des 10 dernières années.

Donné à Saint-Denis-sur-Richelieu ce 9 juin 2025

André Charron, GMA  
Directeur général et greffier-trésorier par intérim

---

#### CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussigné, André Charron, directeur général et greffier-trésorier par intérim de la Municipalité de Saint-Denis-sur-Richelieu, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié le présent avis en affichant une copie à partir de 13h00 heures le 9<sup>e</sup> jour de juin 2025 sur le babillard situé à l'entrée du bureau municipal, et sur le site Internet de la Municipalité, tel que le prévoit le règlement 2019-R-260 sur les modalités d'affichage des avis publics. De plus, conformément à l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales (RLRQ., c. C-47.1)*, l'avis public a été publié dans l'édition d'avril du Dyonisien, disponible pour l'ensemble du territoire municipal.

EN FOI DE QUOI, j'émet ce certificat ce 9<sup>e</sup> jour de juin 2025.

André Charron, GMA  
Directeur général et greffier-trésorier par intérim